

Situation et perspectives de l'économie mondiale 2014



Nations Unies
New York, 2014

Résumé

Les perspectives macro-économiques mondial

La croissance mondiale a été plus faible que prévue en 2013, mais les perspectives sont meilleures pour 2014-2015

La croissance de l'économie mondiale n'a été que de 2,1 pour cent en 2013. Alors que la plupart des pays développés ont encore des difficultés à définir des politiques budgétaire et monétaire appropriées suite à la crise financière, certaines économies émergentes, qui avait déjà connu un ralentissement notable lors des deux dernières années, ont fait face à de nouveaux vents contraires au niveau national et international en 2013.

Certains signes d'amélioration sont apparus plus récemment. La zone euro est finalement sortie d'une récession prolongée et le produit intérieur brut (PIB) de la région dans son ensemble est reparti à la hausse. L'économie des États-Unis d'Amérique continue de se redresser et quelques grandes économies émergentes, y compris Chine, semblent avoir cessé leur ralentissement. Le produit mondial brut (PMB) devrait croître à un rythme de 3,0 et 3,4 pour cent en 2014 et 2015, respectivement.

Les perspectives d'inflation restent bénignes

L'inflation reste faible à travers le monde, reflétant en partie la capacité excédentaire de l'économie mondiale, le taux de chômage élevé, l'austérité budgétaire et un désendettement financier continu dans les principales économies développées. Parmi les pays développés, les préoccupations déflationnistes sont en hausse dans la zone euro tandis que le Japon a réussi à mettre fin à une déflation qui persistait depuis dix ans. Parmi les pays en développement et en transition, seul une douzaine de pays répartis dans différentes régions on connu un taux d'inflation supérieur à 10 pour cent, en particulier en Asie du Sud et en Afrique.

Le chômage élevé reste un défi majeur

La situation de l'emploi reste désastreuse en raison des effets durables de la crise financière qui continue de peser sur le marché du travail dans de nombreux pays et régions. Parmi les pays développés, la situation la plus difficile se trouve dans la zone euro, où le taux chômage dépasse 27 pour cent et touche près d'un jeune sur deux dans des pays comme l'Espagne et la Grèce. Le taux de chômage a diminué aux États-Unis, mais reste élevé. Diverses situations existent dans les pays en développement et en transition. Le chômage structurel reste très élevé en Afrique du Nord et en Asie occidentale, en particulier chez les jeunes. Dans de nombreux pays en développement, le marché du travail continue d'être caractérisés par une grande informalité ainsi que par des écarts prononcés entre l'emploi des hommes et des femmes.

Un certain nombre de pays font des efforts concertés pour soutenir le marché de l'emploi, par exemple en harmonisant leurs politiques macroéconomiques et en prenant des mesures pour stimuler la productivité et l'innovation. Cependant, davantage d'investissements publics dans la formation (continue) seront nécessaires pour intégrer les groupes qui ont été exclus depuis le début de la crise.

Le commerce international et le financement du développement

Une croissance modérée pour le commerce international et une stabilisation des prix des matières premières

La croissance du commerce mondial de marchandises a continué de s'affaiblir en 2013, ralenti par la croissance économique mondiale en déclin. La faiblesse de la demande dans de nombreux pays développés et la croissance chancelante dans les pays en développement ont conduit à une baisse de la croissance mondiale du volume des exportations de 3,1 pour cent en 2012 à seulement 2,3 pour cent en 2013, bien en dessous de la tendance d'avant la crise financière. Les perspectives pour le commerce mondial devraient s'améliorer, grâce à une hausse modeste de la demande en Europe et une reprise économique aux États-Unis et en Asie de l'Est. La croissance des exportations mondiales devrait être de 4,6 pour cent en 2014 et de 5,1 pour cent en 2015. Le commerce des services, qui semble se redresser plus rapidement que le commerce des marchandises, devrait continuer à croître au cours de la période de prévision suite à une amélioration notable à la mi-2013.

Les prix des matières premières ont affiché des tendances divergentes au cours de l'année 2013, tout en se modérant de manière générale. Les prix agricoles ont baissé progressivement, grâce à de meilleures récoltes que prévues pour les principales cultures agricoles. Pour les métaux de base, la faible demande, l'approvisionnement suffisant et des niveaux de stocks élevés ont contribué à la baisse des prix. Les prix du pétrole ont connu des fluctuations importantes au cours de l'année, suite à de multiples remous géopolitiques. Les prix des matières premières devraient rester relativement stables sur l'horizon de prévision.

Les négociations commerciales multilatérales stagnent tandis que les accords commerciaux régionaux se multiplient

Les négociations du Cycle de Doha ont permis des avancées limitées dans trois domaines: l'agriculture, le développement et la facilitation des échanges. L'impact économique de ces changements n'est pas encore clair et est peu susceptible d'affecter le commerce dans la période de prévision. Le système commercial international est devenu plus fragmenté et l'incertitude quant à certaines décisions à venir persiste.

Les accords commerciaux régionaux (ACR) continuent de se multiplier et 379 sont déjà en vigueur. Deux ACR majeurs sont en cours de négociation, l'Accord de Partenariat Trans-Atlantique entre les États-Unis et l'Union européenne et l'Accord de Partenariat Trans-Pacifique, impliquant 12 pays dont le Japon et les États-Unis. Ces accords couvrent la majorité du commerce mondial et sont considérés par certains comme une alternative moins ambitieuse aux négociations du Cycle de Doha. Une certaine inquiétude existe quant aux effets potentiels sur les pays en développement qui ne font pas partie de ces accords commerciaux régionaux, tels que leur marginalisation ou les impacts sur leur compétitivité.

Diverses possibilités pour faire avancer l'intégration régionale Sud-Sud sont à l'étude, y compris les efforts déployés par l'Union africaine visant à accélérer l'ouverture d'une zone continentale de libre-échange en 2017.

Volatilité et primes de risque accrues des flux de capitaux vers les économies émergentes

Les entrées de capitaux dans certains pays en développement et en transition ont décliné sensiblement en 2013 tandis que les marchés financiers des pays émergents ont connus une volatilité accrue, des baisses abruptes sur le marché des actions et de fortes dépréciations des monnaies locales. Ces mouvements ont en partie été déclenchés par l'annonce de la Réserve fédérale des États-Unis durant l'été dernier qu'elle allait commencer à réduire le montant de ses achats mensuels d'actifs à long terme plus tard dans l'année. Le déclin des perspectives de croissance pour les économies émergentes a également influencé la baisse des entrées de capitaux.

Le financement à long terme est essentiel pour promouvoir le développement durable

Les discussions sur le programme de développement post-2015 ont mis en évidence les énormes besoins de financement pour promouvoir le développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales. Le financement à long terme est essentiel pour mobiliser les ressources nécessaires à la transition vers une économie verte et le développement durable. Pourtant, à ce jour, le système financier international semble incapable d'allouer les ressources requises pour répondre à ces besoins. Les investissements demeurent insuffisants dans un grand nombre de domaines essentiels: les infrastructures, les services sanitaires, de santé et d'éducation, l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises et les services financiers pour tous, ainsi que les technologies vertes nécessaires pour faire face au changement climatique dans les pays développés et les pays en développement.

Incertitudes et des risques

Une sortie chaotique des politiques monétaires d'assouplissement quantitatif représente un risque important pour l'économie mondiale

De grandes incertitudes et des risques pour la croissance économique et la stabilité financière mondiale sont inextricablement liés aux politiques monétaires non conventionnelles, telles que l'assouplissement quantitatif, adoptées dans les principaux pays développés. Les incertitudes et risques se matérialiseront peut-être lorsque les banques centrales de ces pays commenceront à changer leurs positions. Une sortie chaotique de la QE pourrait conduire à une série d'événements perturbateurs, tels qu'une hausse des taux d'intérêt à long terme, non seulement dans les pays développés mais aussi dans les pays en développement, des ventes abruptes sur les marchés boursiers, une forte baisse des entrées de capitaux vers les pays émergents, et un pic dans les primes de risque de financement externe dans les pays émergents. Ces chocs immédiats dans les marchés financiers internationaux pourraient par la suite se transmettre rapidement aux économies développées et en développement.

Beaucoup de grands pays en développement, dont le Brésil, la Chine, l'Inde et la Fédération de Russie, ont connu une décélération significative de la croissance économique ces deux dernières années, en raison d'une combinaison de difficultés internes et de conditions externes défavorables. Dans le scénario de base mentionné précédemment, la croissance de ces économies devrait se renforcer dans des pays tels que le Brésil, l'Inde et la Fédération de Russie, et se stabiliser dans d'autres, comme la Chine. Des risques demeurent, cependant, et le ralentissement économique pourrait se poursuivre dans certains de ces pays.

Les risques systémiques dans la zone euro ont diminué de manière significative, mais des fragilités demeurent dans le secteur financier et l'économie réelle. Les incertitudes associées à des querelles politiques aux États-Unis sur les questions budgétaires et le plafond de la dette continuent de peser. En outre, au-delà des risques économiques, certaines tensions géopolitiques pourraient échapper à tout contrôle. Ces risques pourraient faire dérailler l'économie mondiale, loin des projections énoncées dans le scénario de référence.

Les défis politiques

Les décideurs politiques dans les principaux pays développés devraient assurer la bonne mise en œuvre des mesures requises pour assurer l'évolution contrôlée des politiques d'assouplissement quantitatif au cours des prochaines années. Les banques centrales de ces pays devraient élaborer une stratégie de communication claire leur permettant d'articuler le calendrier et les objectifs de leur action. Une sortie prématurée pourrait étouffer la reprise économique, mais des délaitements excessifs pourraient créer des bulles financières. Des efforts continus sont requis pour améliorer la supervision, la réglementation et la surveillance des marchés financiers afin d'identifier et d'atténuer les risques financiers et les vulnérabilités.

Pour les pays en développement et les économies émergentes, le défi est de se protéger contre les possibles effets de contagion liés à la fin des politiques d'assouplissement quantitatif. Ces économies devraient réduire les déséquilibres internes et externes afin de garder une marge de manœuvre politique. La supervision et la régulation devraient également être renforcées afin d'éviter les des écarts importants dans l'appariement de devises dans les bilans bancaires. La surveillance macro-prudentielle doit être redoublée, en particulier dans le secteur bancaire de l'ombre.

En plus des politiques macroéconomiques, de nombreux pays développés et en développement ont entrepris diverses réformes institutionnelles, y compris dans les champs de la sécurité sociale, de l'éducation et de la santé, de la répartition des revenus, du secteur financier, de la fiscalité, de l'énergie et des transports. Ces réformes sont cruciales pour rééquilibrer la structure économique, supprimer des contraintes de l'offre, mobiliser des ressources pour l'investissement à long terme, et améliorer la gestion macroéconomique et la réglementation financière.

La concertation politique à l'échelle mondiale devrait se mobiliser pour renforcer la reprise économique

Les défis multiples et complexes auxquels fait face l'économie mondiale requièrent une coordination internationale accrue. Les efforts de coordination devraient avoir pour objectif principal de renforcer la reprise économique mondiale, en particulier par la reprise de l'emploi. Une attention accrue devrait également être accordée à l'atténuation des possibles effets de contagion émanant de la sortie des politiques d'assouplissement quantitatif.

La coopération et coordination politique internationale sont nécessaires pour faire avancer les réformes du système financier international sur plusieurs fronts. La réforme de la réglementation financière a été extrêmement lente, en partie en raison de la résistance du secteur financier. Certains progrès mineurs ont été réalisés dans le secteur bancaire. Cependant, des efforts renouvelés sont nécessaires pour aborder les questions d'évasion et de fraude fiscale, notamment par le biais des paradis fiscaux.

La coopération internationale devrait veiller à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition des pays les moins avancés

La coopération internationale doit veiller à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition des pays en développement, et en particulier des pays les moins avancés et de ceux qui possèdent un espace budgétaire limité pour répondre aux impératifs de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. La diminution de l'aide publique au développement des deux dernières années devrait être inversée. Alors que la date butoir pour les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies (OMD) approche, les donateurs internationaux devraient redoubler d'efforts pour honorer leurs promesses. Ces ressources sont absolument nécessaires pour que les pays en développement puissent accélérer les progrès vers la réalisation des OMD et renforcer les politiques de développement durable au-delà de 2015.